

L'Asie du Nord-Est face à la crise économique internationale

mercredi 10 juin 2009, par [Barthélémy COURMONT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Barthélémy COURMONT](#), **L'Asie du Nord-Est face à la crise économique internationale**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 10 juin 2009.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l'Asie du Nord-Est. Chine, Taïwan, Japon, Corée du Sud : ces pays exportateurs sont frappés de plein fouet par la crise économique. Actuellement en Asie, l'auteur présente ici un panorama de la situation dans cette région clé du système-monde.

LA CRISE économique internationale n'épargne pas les pays d'Asie du Nord-Est qui, en tant qu'exportateurs de premier plan, sont même particulièrement affectés. Du Japon à la Chine, en passant par la Corée du Sud et Taïwan, toutes les économies connaissent actuellement des difficultés profondes, avec des conséquences politiques importantes, qui se traduisent notamment par une forte impopularité des gouvernements.

Les stratégies de réponse à la crise n'ont pas tardé à se mettre en place dans les différents pays de la zone. Des stratégies très différentes, et avec des résultats pour le moment contrastés. Des stratégies qui illustrent également les ambitions des différents Etats, et se projettent au-delà de la crise économique internationale, et redessinent les rapports de force existant dans la région. Ainsi, si la crise économique internationale laissera des traces durables dans les pays industrialisés, elle sera certainement à l'origine d'une nouvelle ère en Asie du Nord-Est.

Une Chine en crise, mais plus que jamais tournée vers l'avenir

Après avoir passé sans encombre la crise asiatique de 1997, la Chine traverse en 2009 une crise économique inédite depuis les grandes réformes engagées par Deng Xiaoping il y a trente ans. Les investissements directs étrangers en Chine ont ainsi enregistré une baisse de 22,5% sur un an en avril 2009. Les exportations chinoises ont chuté pour leur part de 22,6% en glissement annuel en avril, enregistrant leur sixième mois consécutif de baisse.

L'économie chinoise devrait ralentir encore en 2009 mais garder un bon rythme de croissance, alors que l'économie mondiale est en difficulté, estime le FMI dans un rapport publié le 22 avril 2009. Après une progression de 9% en 2008, le PIB chinois devrait augmenter de 6,5%, en 2009. Un tel taux représenterait « *la moitié des 13% de 2007, période précédant la crise, mais toujours une forte performance étant donné le contexte mondial* ». Pour le FMI, cette bonne tenue s'explique par le fait que l'économie chinoise dépend moins des exportations que d'autres économies asiatiques ainsi que par la réponse massive du gouvernement chinois à la crise. « *Le gouvernement a agi avec force, avec une relance fiscale et un assouplissement monétaire, aidant à développer la consommation et les investissements dans les infrastructures* », indique le rapport qui prévoit que la croissance pourrait se relever à +7,5% en 2010 [1]. La Chine devrait donc rester, malgré les difficultés, l'une des puissances économiques de premier plan les mieux épargnées par la crise, et s'impose de plus en plus comme un refuge, malgré la baisse conjoncturelle des investissements étrangers.

La crise économique internationale, dont les effets sont malgré tout importants sur le premier pays exportateur de la planète, est par ailleurs perçue comme une opportunité pour la Chine de se tourner vers l'avenir, et de renforcer sa place dans le domaine économique et commercial. Fer de lance des réformes économiques lancées il y a 30 ans, la zone économique

de Shenzhen, dans la province du Guangdong, à proximité de Hong Kong, projetée de devenir cinq fois plus importante, pour accroître sa compétitivité. Shenzhen, siège de l'une des deux places boursières chinoises (l'autre étant à Shanghai), est un ancien village de pêcheurs qui a joué un rôle de premier plan pour lancer la croissance chinoise depuis le lancement des réformes économiques au début des années 1980. Une fois devenue zone économique spéciale (ZES), elle a connu un développement fulgurant, porté par les investissements étrangers attirés par les conditions fiscales préférentielles mais aussi des procédures administratives simplifiées. Quatre autres ZES ont été établies après Shenzhen : Zhuhai et Shantou, également dans le Guangdong, Xiamen (province du Fujian) et Hainan. En dépit de son net ralentissement en 2008 et de la fermeture de nombreuses usines exportatrices, le Guangdong est resté la province la plus riche de Chine avec un produit intérieur brut proche de 3 570 milliards de yuans (quelque 370 milliards d'euros au taux de fin 2008), en hausse de 10,1% sur un an. Pékin souhaite donc plus que jamais miser sur Shenzhen pour prendre une avance décisive sur la concurrence.

Pékin entend enfin bien tourner les règles internationales à son avantage, et les offensives de plus en plus marquées contre le dollar sont des signes de ce que la Chine est désormais capable de proposer, et de ce qu'elle souhaite mettre en place dans les prochaines années. Le 23 mars 2009, Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque centrale de Chine déclarait ainsi : « *la Chine souligne une nouvelle fois la nécessité d'une réforme créative d'un système monétaire international existant vers une monnaie de réserve internationale* » [2]. La Chine espère à terme, par l'intermédiaire du G-20 ou de toute autre institution de ce type, introduire un changement au niveau du système financier mondial, aujourd'hui dominé par le dollar. Selon elle, les droits de tirage spéciaux (DTS) alloués par le FMI pourraient devenir une monnaie de réserve « supranationale ». L'objectif est double : se protéger contre une dévaluation du dollar et surtout assener un coup supplémentaire à une politique économique américaine en pleine crise. En d'autres termes, Pékin prépare déjà l'après-crise, qui pourrait marquer une nouvelle ère et concrétiser le nouveau statut de la Chine comme superpuissance.

Pékin et Taipei se rapprochent pour éviter le pire

Taiwan connaît la crise comme les autres pays industrialisés. Après avoir baissé de plus de 1% au troisième trimestre, le PIB taiwanais a ainsi enregistré une contraction sans précédent de 8,36% au quatrième trimestre 2008, marquant une entrée officielle en récession. A la mi-février 2009, le ministère de la Comptabilité nationale et des Statistiques a révisé sa prévision de croissance et projette désormais une baisse de 2,97% du PIB pour 2009. « *La tempête financière mondiale s'est révélée plus nocive que prévu* », a commenté Shih Su-mei, la ministre de la Comptabilité nationale et des Statistiques. Au dernier trimestre 2008, les exportations, qui sont le moteur principal de la croissance taiwanaise, ont chuté de 22,72%. L'investissement privé s'est effondré, en perdant 32,23%. La consommation s'est quant à elle réduite de 7,71%. Selon les chiffres officiels, cette tendance devrait s'aggraver en 2009 : la chute des exportations devrait atteindre plus de 41% au premier trimestre, près de 34% au deuxième et 29% au troisième trimestre. En conséquence, le ministère prévoit une poursuite de la récession au cours des trois premiers trimestres de cette année, avec un rebond espéré au dernier trimestre. Le PIB, qui s'est élevé à 13 098 milliards de dollars taiwanais (NT\$) en 2008, ne devrait ainsi pas dépasser 12 709 milliards NT\$ en 2009 [3].

Face à la crise, le gouvernement opte pour l'accélération du rapprochement économique et

commercial avec la Chine continentale, et a lancé un vaste plan de relance aux effets encore incertains. Cependant, la crise affectant également le continent, ces méthodes sont sujettes à de vives critiques à Taiwan, notamment de la part de l'opposition, qui reproche au Kuomintang de trop s'en remettre aux promesses de la croissance chinoise. Car les mauvais chiffres de l'économie chinoise touchent directement les investisseurs taiwanais, sachant que Taiwan est encore en 2009 le premier investisseur sur le continent. Ainsi, plus de la moitié des 22 000 entreprises insulaires présentes dans le delta de la rivière des Perles, sur la côte sud-est de la Chine, et dont 90% travaillent pour l'exportation, sont aujourd'hui en difficulté. Environ 10% d'entre elles seraient même au bord du dépôt de bilan, à en croire les chiffres fournis à la fin 2008 par différentes associations professionnelles taiwanaises implantées dans la province chinoise du Guangdong. Les industries de main-d'œuvre (chaussure, textile, jouet et céramique), ont été les plus touchées. Celles implantées plus au nord, dans le delta du Yangtze, spécialisées pour la plupart dans les produits informatiques et numériques, et dont la production est en partie écoulée sur le marché intérieur chinois, ont été jusqu'à présent moins affectées, mais les prévisions sont pessimistes.

Face à ces difficultés, le gouvernement taiwanais, favorable à un rapprochement avec le continent, fait face à une volée de critiques sur ce qui constitue le cœur de son action politico-économique. Mais, se refusant à faire machine arrière, l'équipe au pouvoir se lance au contraire à corps perdu dans le rapprochement avec Pékin. Dans une interview publiée dans le *Taipei Times* le 19 février 2009, le président Ma Ying-jiou a défendu une nouvelle fois la perspective de signer un accord économique avec la Chine, justifiée par la nécessité de normaliser les relations économiques et commerciales avec la Chine continentale : « *Bien que nous soyons, la Chine et nous, membres de l'Organisation mondiale du commerce, nos relations économiques et commerciales sont anormales. Un grand nombre de mécanismes n'ont pas encore été créés, dont ceux relatifs aux exemptions de taxes, à la protection des investissements et à la double imposition. C'est pour cette raison que nous négocions actuellement avec le continent* ». Un tel accord pourrait être proposé dans le cadre des relations que la Chine et Taiwan entretiennent avec les pays de l'ASEAN, ou au niveau régional, en associant le Japon et la Corée du Sud. Dans les deux cas, Taiwan cherche à ne pas être isolée, et se rattache à son puissant voisin pour ne pas subir de récession sur le long terme. Face à la crise, qui joue même ici un rôle d'accélérateur, Taiwan mise donc sur le rapprochement avec son rival historique, ce dont Pékin ne peut que se réjouir.

Parallèlement, le gouvernement a lancé un plan de relance sous la forme de bons d'achat pouvant être utilisés chez tous les commerçants de l'île. A partir du 18 janvier 2009, tous les résidents à Taiwan ont pu retirer chacun 3 600 NT\$ en bons dans les bureaux de poste. Ce vaste plan de relance de la consommation, d'un montant de 85,7 milliards NT\$ a pour objectif de gagner 0,6 point de croissance sur l'année 2009. Le gouvernement compte par ailleurs investir dans l'économie 858,5 milliards NT\$ au cours des quatre prochaines années, et allouer 1 100 milliard NT\$ de crédits aux entreprises. Une partie de ces investissements publics, 500 milliards NT\$, ira au financement d'infrastructures. 200 milliards NT\$ seront également consacrés à développer la compétitivité des entreprises. Ainsi, dans le souci de préserver les emplois en cette période de crise, le gouvernement a annoncé la mise en place du dispositif des « trois soutiens », un système de prêts à taux préférentiels pour les entreprises qui s'engagent à ne pas licencier. Le Premier ministre, Liu Chao-shiuan, a également présenté le 20 janvier 2009 un mécanisme d'assistance aux PME en difficulté. Les PME, qui représentent plus de 97% des entreprises insulaires, pourront bénéficier de prêts, d'un soutien technique,

de conseils marketing et de l'aide d'équipes spécialisées. Jennifer Wang, ministre du Travail, estime que, grâce à ces différentes mesures, 200 000 emplois seront créés dans le courant de l'année 2009. En décembre 2008, l'île comptait 549 000 demandeurs d'emploi. Le taux de chômage s'établit à 5,03%, au plus haut depuis juillet 2003, et à cela s'ajoutent des baisses importantes dans de nombreux salaires, dans une île où la protection sociale est encore balbutiante, mais où les réponses à la crise s'organisent à tous les niveaux.

Le Japon s'enfoncé dans une crise profonde

Après avoir lentement retrouvé le chemin de la croissance et être sorti des effets durables de la crise de 1997, le Japon connaît à nouveau des heures sombres, et des lendemains plus qu'incertains. Le PIB au dernier trimestre 2008 a ainsi enregistré une chute spectaculaire de 12,7 % par rapport à la même période en 2007. Il s'agit du plus mauvais résultat que le pays ait connu depuis le choc pétrolier de 1974 (le recul avait alors été de 13,1 %). Le premier facteur de cette contre-performance est la chute des exportations dans les domaines de l'automobile et des semi-conducteurs (une baisse de 13,9 % par rapport au trimestre précédent). Le PIB nippon a reculé de 0,7 % au cours de l'année 2008, après neuf ans de progression.

Ces mauvais chiffres ne sont pour autant qu'un signe avant-coureur de ce qu'attend l'empire du soleil levant. Le plongeon des exportations et l'austérité des acteurs économiques dans leurs dépenses intérieures ont ainsi eu raison de l'économie japonaise, qui a enregistré un recul de 15,2% de son PIB en rythme annualisé au premier trimestre 2009, et de 4% en non-annualisé. En cumulant deux trimestres consécutifs aussi négatifs, l'économie japonaise a enregistré son plus net repli depuis que les données sont compilées, à savoir 1955.

Cette longue et vertigineuse réduction d'activité au Japon provient d'un effondrement inédit des exportations, dû à la récession internationale, et d'une nette diminution de la consommation intérieure. D'avril 2008 à mars 2009, période budgétaire de référence au Japon, la richesse nationale produite a ainsi diminué de 3,5% sur un an. Elle pourrait encore perdre de 3,1% à 3,3% au cours de l'année entamée le 1er avril dernier, selon les estimations respectives de la Banque du Japon et de l'Etat, car les moteurs de l'économie japonaise sont en panne [4].

Les dirigeants japonais ne cachent pas leur pessimisme. « *Le récent déclin économique du Japon est plus rapide que celui des Etats-Unis, qui subit la pire crise financière du siècle* », n'a pas hésité à affirmer en février 2009 Kazuo Momma, le chef économiste de la Banque du Japon [5]. Pour l'ensemble de 2009, le FMI prédit même au Japon une décroissance annuelle de 6,2%, ce qui en ferait la plus importante des pays du G7. Dans un tel climat de morosité, les économistes espèrent cependant un rebond à partir du deuxième trimestre 2009, voyant poindre quelques signes encourageants comme le regain de la production industrielle en mars 2009.

Conscient de l'urgence de la situation, le gouvernement a adopté des mesures de relance massives d'un montant total de 132 000 milliards de yens, dont 27 400 milliards de dépenses publiques. Ces plans de relance « *devraient soutenir l'activité en 2009 et 2010* », estime le FMI, qui s'inquiète cependant de l'alourdissement qui en résultera pour la dette publique du Japon, la plus élevée de tous les pays développés. Avec un déficit public qui approchera les

10% du PIB en 2009 et une dette nette qui dépassera les 100% du PIB, la place pour davantage de mesures de relance est de plus en plus réduite. Par ailleurs, et contrairement à la Chine, le Japon est handicapé par un yen actuellement à un niveau relativement élevé, ce qui a des effets négatifs sur les exportations. Et Tokyo ne peut pas jouer, comme le fait Pékin, sur la consommation intérieure, ce qui implique des différences notables, et qui pèseront lourd, dans la lutte pour la suprématie économique en Asie du Nord-Est que se livrent les deux pays.

Cette crise arrive au mauvais moment pour le Parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, qui fait face à une importante impopularité, tandis que les prochaines élections législatives sont prévues pour septembre 2009. Un changement politique n'est donc pas à exclure dans un pays qui y est peu habitué. Conscient que toutes les mesures gouvernementales pourraient s'avérer insuffisantes, Taro Aso a averti fin février 2009 devant le Parlement que la deuxième puissance économique du monde mettrait trois ans à se remettre de la crise, mais il a promis de créer de nouveaux emplois pour conjurer cette situation : *« Il faudra trois ans pour guérir totalement de la récession internationale. A court terme, nous avons l'intention de prendre des mesures budgétaires drastiques mais, dans l'immédiat, nous devons agir pour l'emploi, quel qu'en soit le prix »*. Un aveu d'échec de la part d'un dirigeant qui sait que son avenir politique ne pourra se jouer que sur d'autres questions, comme la crise nucléaire nord-coréenne.

Dans la tourmente, la Corée du Sud cherche de nouveaux partenaires

Le pays du matin calme se porte à peine mieux. Le PIB s'est contracté de 5,1% au 4ème trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent, selon un chiffre révisé annoncé par la Banque centrale qui avait dans un premier temps annoncé un recul de 5,6% du PIB. Selon les experts de la Banque centrale coréenne, la Corée du Sud connaîtra en 2009 sa plus faible croissance depuis 11 ans avec seulement 2%, contre 3,7% en 2008 et 5% en 2007.

Pour faire face à la crise, le gouvernement sud-coréen a annoncé un plan de refinancement de 13,2 milliards de dollars pour le secteur bancaire. En outre, le FMI devrait ouvrir une ligne de crédits à court terme de 22 milliards de dollars. Ces mesures, jointes à la baisse du taux de référence de la banque centrale de Corée à 2%, placent les banques du pays dans une situation plus confortable. Très impliquées dans le capital et le financement des entreprises coréennes, les banques subissent dans ce pays plus qu'ailleurs les conséquences du ralentissement économique. Ces derniers mois, elles ont été obligées d'enregistrer d'importantes provisions pour créances douteuses, ce qui a fait fuir les investisseurs étrangers.

Le gouvernement de Lee Myung-bak joue gros dans cette affaire. Le président sud-coréen, arrivé au pouvoir en janvier 2008 sur un programme de relance de l'économie, fait face mi-2009 à un désaveu très marqué de la population. Dans ce contexte difficile, si la crise nucléaire nord-coréenne lui permet, comme pour Taro Aso au Japon, de détourner l'attention vers un sujet sécuritaire de la plus haute importance, Lee sera rattrapé par la crise s'il n'obtient pas rapidement des résultats positifs confirmant une reprise, même timide, de l'économie du pays du matin calme.

L'économie coréenne est également tirée par les mesures prises par la Banque centrale, qui a baissé ses taux directeurs à plusieurs reprises depuis fin 2008. La faiblesse du won, la monnaie

coréenne, favorise les exportations. Cependant, « *même si l'économie montre des signes de reprise, dont un léger rebond au premier trimestre, il est toujours trop tôt pour dire quand elle repartira* » a expliqué Choi Chun-sin, directeur général de la division des statistiques économiques de la Banque de Corée [6]. Symbole de ces difficultés, le revenu par habitant est tombé en 2008 sous la barre des 20 000 dollars, après l'avoir dépassée pour la première fois l'année précédente. Ce recul est le premier depuis 1998, alors que le pays était au coeur de la crise asiatique. Le revenu par habitant était en moyenne de 19 231 dollars en 2008, selon la Banque de Corée.

Pour répondre à la crise, le gouvernement sud-coréen mise également sur les accords de libre-échange, et après celui signé avec les Etats-Unis il y a deux ans, se tourne vers les partenaires européens. Les négociations entre l'Union européenne et la Corée du Sud sur la mise en place un accord de libre-échange pourraient ainsi aboutir prochainement, selon le gouvernement coréen. « *Les négociations sont dans la phase finale, et chaque partie sera capable de résoudre les problèmes qui persistent* » a expliqué Kim Jong-hoon, le ministre sud-coréen du Commerce, lors d'un forum international qui s'est tenu en mai 2009.

L'UE est la deuxième destination la plus importante pour les exportations sud-coréennes. La Corée du Sud est au huitième rang des partenaires commerciaux de l'Union européenne. Les deux parties ont échangé pour plus de 65 milliards d'euros en 2008 et le commerce entre l'UE et la Corée du Sud a connu une augmentation de 7,5% en moyenne chaque année depuis 2004. Les pays de l'UE sont enfin les plus importants investisseurs en Corée.

Fin mars 2009, les deux parties étaient convenues d'un « accord provisoire », tout en signalant cependant qu'il n'y avait « *d'accord sur rien tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout* ». La phase suivante de ratification de l'Accord pourrait par ailleurs être un processus long. Séoul a négocié il y a 2 ans un accord de libre-échange avec les Etats-Unis qui n'a toujours pas été ratifié dans les deux pays, après les manifestations contre l'importation de boeuf américain et l'émergence de la crise économique internationale. En d'autres termes, les stratégies de sortie de crise sont particulièrement difficiles à mettre en place en Corée du Sud.

P.-S.

Docteur en science politique. Chercheur à l'IRIS et au CET, responsable du Bureau de l'IRIS à Taiwan, Barthélémy Courmont sera à partir de septembre 2009 professeur-invité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études internationales et diplomatiques. Il termine actuellement un ouvrage sur le *soft power* chinois et ses implications, qui sortira à la rentrée 2009 aux éditions Choiseul.

Notes

[1] Cité dans « La croissance chinoise divisée par 2 en 2 ans, selon le FMI », *AFP*, 23 avril 2009.

[2] Joe McDonald, « La Chine propose de remplacer le dollar par une nouvelle monnaie de réserve », *AP*, 24 mars 2009.

[3] Lire Barthélémy Courmont, « Taiwan face à la crise », *Monde chinois*, n°17, printemps 2009.

[4] Lire Karyn Poupée, « La chute vertigineuse de l'économie du Japon », *AFP*, 20 mai 2009.

[5] Ibid.

[6] Cité dans Harold Thibault, « La Corée du Sud évite la récession », *Aujourd'hui la Corée*, 27 avril 2009.